

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 22/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **EARL BARBEROT PISCICULT SOURCES ECLIMONT**

FONTENETTE  
1 SOURCE DE L'ECLIMONT  
91150 Abbéville-la-Rivière

Code AIOT : 0059100001

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement EARL BARBEROT PISCICULT SOURCES ECLIMONT implanté FONTENETTE 1 SOURCE DE L'ECLIMONT 91150 Abbéville-la-Rivière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL BARBEROT PISCICULT SOURCES ECLIMONT
- FONTENETTE 1 SOURCE DE L'ECLIMONT 91150 Abbéville-la-Rivière
- Code AIOT : 0059100001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations exploitées par la société BARBEROT relèvent de la rubrique 2130-1 relative à des activités piscicoles d'eau douce. Ces installations sont soumises au régime de l'Autorisation de par leur capacité de production de truites en bassins supérieure à 20 tonnes par an.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
3	Dispositif de prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/02/2023, article 9	Demande d'action corrective	3 mois
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Règles d'aménagement	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 6	Sans objet
5	Règles d'exploitation	Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'équipe d'inspection a constaté la bonne tenue globale de l'installation piscicole exploitée par la société BARBEROT. Il est notamment constaté une bonne intégration dans le paysage de ladite installation. L'équipe d'inspection a également pu constater l'attachement de l'exploitant aux questions environnementales, et qui affiche une grande volonté de préserver les milieux naturels environnant ses installations.

L'équipe d'inspection a néanmoins constaté des difficultés de la part de l'exploitant à mesurer et suivre le débit dérivé de l'Eclimont, le cours d'eau traversant ses installations. Cette difficulté est notamment liée à la topographie du site et à la morphologie de l'Eclimont qui ne permettent pas à l'exploitant de mesurer précisément le débit dérivé, sans la réalisation d'un ouvrage bétonné qui aurait un impact sur le paysage. L'équipe d'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un dispositif permettant de répondre à cette obligation réglementaire tout en respectant l'hydromorphologie de l'Eclimont.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Règles d'aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Intégration paysagère
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent : <ul style="list-style-type: none"><li>• d'intégrer l'installation dans le paysage ;</li><li>• de protéger ses installations et le milieu environnant en cas d'inondation.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'équipe d'inspection constate que l'installation est bien intégrée dans le paysage et n'engendre pas de dénaturation de ce dernier.  L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'aucune inondation n'est survenue à l'emplacement de son installation depuis plus d'un siècle. Il explique ceci par plusieurs facteurs environnementaux notamment par le fait que l'Eclimont (cours d'eau traversant l'exploitation) n'est pas alimenté par un bassin versant. De plus, le site est très faiblement imperméabilisé favorisant fortement l'infiltration des eaux en cas de fortes précipitations par exemple. L'équipe d'inspection constate que l'installation de la société BARBEROT est surélevée d'environ 30 cm par rapport au niveau d'eau présent dans le cours d'eau. L'exploitant précise que les sols qui bordent son exploitation sont des sols de type tourbière

limitant les risques de crues et d'inondation lors de fortes pluies.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Règles d'aménagement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 7

**Thème(s) :** Élevage, Prélèvement d'eau

### **Prescription contrôlée :**

Le fonctionnement de la pisciculture est conforme au I de l'article L. 214-17 et à l'article L. 214-18 du code de l'environnement, notamment pour ce qui concerne :

- la mise en place des ouvrages de prélèvement d'eau, qui ne doivent pas gêner le libre écoulement des eaux ;
- les prélèvements d'eau associés.

[...]

L'exploitant doit disposer d'un système ou d'une méthode, telle qu'une échelle limnimétrique, d'évaluation du débit dérivé par l'ouvrage de prise d'eau sur le cours d'eau et, le cas échéant, du débit réservé.

[...]

La pisciculture comporte à l'amont et à l'aval une grille fixe et permanente la délimitant, empêchant la libre circulation des poissons entre l'exploitation et le cours d'eau d'implantation. La taille des mailles ou des ouvertures de la grille n'excède pas 10 millimètres. L'arrêté d'autorisation fixe les conditions d'implantation de ces grilles.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement et l'entretien des ouvrages de prélèvement, des dispositifs garantissant dans le lit du cours d'eau le débit minimal, des dispositifs de franchissement, des dispositifs de suivi des débits ainsi que des grilles d'amont et d'aval.

### **Constats :**

L'équipe d'inspection constate la présence de deux zones dédiées aux prélèvements d'eau en amont et en aval du site de l'exploitant (Cf annexe photographique). Ces zones définies sont faciles d'accès et permettent la bonne réalisation des prélèvements d'eau ainsi que sa libre circulation.

L'équipe d'inspection constate la présence d'une grille fixe en amont et en aval de l'installation. Ces dernières respectent les conditions imposées à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 2008. L'équipe d'inspection constate que les grilles sont propres, elles n'affectent pas la libre circulation de l'eau.

L'équipe d'inspection constate que l'exploitant n'a pas mis en place de méthode lui permettant d'évaluer le débit dérivé vers son exploitation ainsi que le débit réservé au cours d'eau. L'exploitant précise que le débit de l'Eclimont n'évolue que très faiblement même en période de forts orages. L'équipe d'inspection ne constate pas visuellement de différentiel entre le débit naturel du cours d'eau entrant dans l'exploitation et le débit sortant.

**Non-conformité n° 20240709 - NC – 1 :**

L'équipe d'inspection constate que l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un système ou une méthode lui permettant d'évaluer le débit dérivé et réservé de l'Eclimont. L'exploitant doit, dans un délai de 3 mois, mettre en place un système lui permettant de répondre à cette obligation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Dispositif de prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/02/2023, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Débit de rejet d'eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage.</p> <p>[...]</p> <p>Le suivi du débit dérivé est effectué au minimum tous les quinze jours. Les résultats sont consignés sur un registre tenu à la disposition des services d'inspection compétents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant informe l'équipe d'inspection que le débit de l'Eclimont traversant son exploitation ne peut pas être estimé. Il présente à l'équipe d'inspection le rapport de l'étude spécialisée effectuée par l'ITAVI (institut technique des filières avicole, cunicole et piscicole) conduite les 27 et 28 octobre 2021 et portant la référence SPN-IDF 2021.</p> <p>Comme évoqué à la fiche précédente l'équipe d'inspection n'identifie pas visuellement de différences significatives du débit de l'Eclimont en amont et en aval de la pisciculture.</p> <p>L'exploitant n'est cependant pas en mesure de présenter à l'équipe d'inspection un suivi du débit dérivé conformément à l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2023. Il n'est pas en mesure d'apporter des éléments chiffrés à l'équipe d'inspection permettant de comparer le débit de l'Eclimont en amont au débit de l'Eclimont en aval de ses installations.</p> <p>L'audit conduit en 2021 par le Syndicat des pisciculteurs de Normandie et d'Île-de-France indiquait qu'un outil d'estimation des débits dérivés et réservés serait remis à l'exploitant pour lui permettre de faciliter ses mesures bi-mensuelles. En l'absence de cet outil et à la lecture des rapports d'analyses physico-chimiques (cf. rapport du 08/2007 référencé 69-GBO-2-3-07-51-ra-août07 émis par la société SGS) l'exploitant n'est pas en mesure d'assurer ses relevés avec précision et, en particulier, la proportion de débit réservé. Néanmoins, l'équipe d'inspection constate que la morphologie de l'exploitation et du cours d'eau, ainsi que la régularité relative du débit de l'Eclimont rendent admissible l'utilisation d'une mesure limnimétrique de ces débits avec un indicateur permettant de s'assurer que les niveaux d'eau relevés garantissent en permanence l'existence d'un débit réservé (l'exploitant peut par exemple identifier la cote à laquelle se situe le</p>

bas de la buse, afin que la simple lecture des relevés du registre permette de comprendre que le bas de cette buse est bien sous le niveau de la surface).

**Non-conformité n°20240709 - NC - 2**

L'équipe d'inspection constate l'absence de suivi bimensuel du débit dérivé par l'exploitant. Ce dernier doit, sous 3 mois, mettre en place une méthode de suivi et de consignation du débit dérivé. Il est demandé à l'exploitant d'être en mesure de comparer les débits entrants aux débits sortants de son installation.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Autosurveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 21

**Thème(s) :** Élevage, Dossier de l'installation classée pour la protection de l'environnement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le registre d'élevage tel que prévu par la réglementation en vigueur ;
- les plans tenus à jour, indiquant de manière précise notamment le point de prélèvement pour alimentation en eau de la pisciculture (rivière, source, forage en nappe...), le circuit d'alimentation en eau des bassins d'élevage et du local éclosion-alevinage s'il existe, les grilles amont et aval délimitant la pisciculture et le(s) point(s) de rejet(s) des effluents de la pisciculture ;
- les résultats des différentes analyses et mesures réalisées liées au programme de surveillance des rejets et aux méthodes d'estimation du débit dérivé ;
- le cahier d'épandage, le cas échéant.

Ce dossier doit être tenu à la disposition des services d'inspection compétents.

**Constats :**

L'exploitant présente à l'équipe d'inspection l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> avril 2008, hormis le programme de surveillance d'estimation du débit dérivé.

L'exploitant informe l'équipe d'inspection qu'aucun épandage n'est effectué.

**Non-conformité n° 20240709 - NC - 3**

L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre en place une méthode d'estimation du débit dérivé comme détaillé dans les fiches n° 2 et 3 du présent rapport.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 01/04/2008, article 15
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Paramètres physico-chimiques des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture ne doit pas entraîner une élévation de température des eaux réceptrices incompatible avec la vie normale des espèces présentes dans le cours d'eau.</li> <li>2. L'ensemble des effluents rejetés par la pisciculture a un pH conforme à celui de la rivière et dans tous les cas compris entre 5,5 et 8,5.</li> <li>3. Le taux de saturation en oxygène dissous en sortie de la pisciculture est au minimum de 70 %. Le cas échéant, un dispositif assurant une oxygénation satisfaisante des eaux rejetées est mis en place.</li> <li>4. L'arrêté d'autorisation fixe les valeurs en concentration à respecter en moyenne sur 24 heures en différentiel amont/aval.</li> <li>5. Dans le cours d'eau récepteur, en moyenne sur 24 heures, la différence de concentration des différents paramètres (MES, <math>\text{NH}_4^+</math>, <math>\text{NO}_2^-</math>, <math>\text{PO}_4^{3-}</math> et <math>\text{DBO}_5</math>), et tous autres paramètres fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet est compatible avec les objectifs de bon état écologique du cours d'eau récepteur, les recommandations du SDAGE et la vocation piscicole du milieu.</li> </ol> <p>Dans tous les cas, la différence de concentration, entre l'eau à l'entrée de la pisciculture et l'eau à 100 mètres en aval du point de rejet de l'effluent, des paramètres MES, <math>\text{NH}_4^+</math>, <math>\text{NO}_2^-</math>, <math>\text{PO}_4^{3-}</math> et <math>\text{DBO}_5</math> ne doit pas dépasser les valeurs suivantes, dans des conditions de débit moyen du cours d'eau (débit moyen interannuel) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MES (matières en suspension) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 15 mg/l ;</li> <li>- <math>\text{NH}_4^+</math> : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures (<math>\text{NH}_4^+</math>) ne dépasse pas 0,5 mg/l sauf dans le cas particulier des cours d'eau froids pour lesquels la valeur ne dépasse pas 1 mg/l ;</li> <li>- <math>\text{NO}_2^-</math> : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,3 mg/l ;</li> <li>- <math>\text{PO}_4^{3-}</math> : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 0,5 mg/l ;</li> <li>- <math>\text{DBO}_5</math> (demande biologique en oxygène) : l'augmentation de la concentration en moyenne sur 24 heures ne dépasse pas 5 mg/l.</li> </ul> <p>Une augmentation ou une diminution de la distance du point de prélèvement en aval de la pisciculture dans la limite de 300 mètres peut être autorisée par l'arrêté d'autorisation, sous réserve de la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Lorsqu'il existe plusieurs points de rejet, cette distance est calculée à partir du point de rejet situé le plus en aval de la pisciculture.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection les rapports d'analyses des paramètres physico-chimiques des rejets aqueux générés par ses activités. Lesdits rapports ont été émis par la société Eurofin le 21 décembre 2023 (Ref : N°23V066450) et présentent les résultats d'analyses des eaux en amont et en aval de l'exploitation piscicole. Aucun dépassement des Valeurs Limites d'Émission n'est constaté par l'équipe d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite





